



L'Espoir du Monde

Fondé en 1908 - Bulletin des Chrétiens de gauche romands
(anciennement: Fédération romande des socialistes chrétiens)

«Socialiste parce que chrétien»

www.frsc.ch

Dans ce numéro:

- **André Biéler: l'éthique protestante en marche**
- **Crise du Moyen Orient. Pourquoi cette haine ? Comment y réagissons-nous ?**

sommaire complet en p. 8

Hommage à Georges Nydegger

Le dictionnaire et la Bible

Notre ami Georges Nydegger, ancien caissier et président de la Fédération romande des socialistes chrétiens, est décédé le 16 mai dernier après une courte aggravation de son état de santé, que nous savions précaire depuis quelques mois.

Entré au comité en 1999, caissier depuis 2000, il a présidé la FRSC en 2010-2011. Nous nous devons de rendre un hommage à ce camarade et de faire part de notre profonde sympathie à sa famille et notamment à son épouse, Andrée Nydegger, qui a tenu les comptes avec lui et a même poursuivi cette mission, hors comité, jusqu'à notre assemblée générale de janvier dernier.

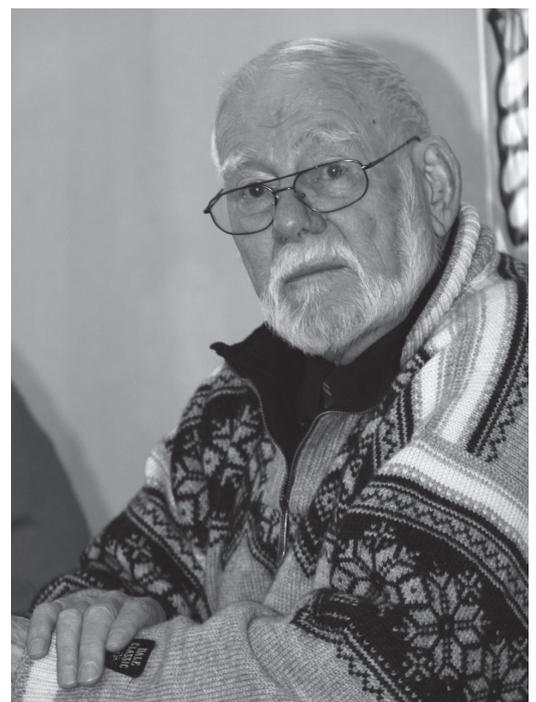
C'est un parcours peu banal qui s'est achevé avec la disparition de notre camarade ! Après une enfance campagnarde dans le canton de Vaud, avec la traditionnelle année dans une ferme alémanique, il devient conducteur aux CFF. Des études au Collège du soir lui permettent d'accéder à la Faculté de théologie de Genève. Mais c'est dans l'enseignement qu'il fait carrière, au Cycle d'orientation genevois.

La cérémonie funèbre, dans le superbe et typique temple de Chêne-Bougeries, a permis à sa famille et à ses amis d'évoquer sa riche personnalité. Il racontait que son enfance s'était passée autour des deux livres de la famille: le dictionnaire et la Bible qui lui ont donné le goût de la lecture en même temps que la soif de connaître et comprendre le monde. Un goût et une soif qu'il a assouvis par une immense passion pour les livres et qui ont fait de lui un enseignant humaniste et un protestant doté de la «foi d'un inquiet en un Dieu de terrain et non de bibliothèque». Mais aussi un passionné d'écriture: nos lecteurs ont pu constater son intérêt particulier pour les personnalités marquantes: Tchekhov ou Rosa Luxembourg, par exemple.

C'était aussi un «indigné», soucieux de combattre les injustices, qui avait lu Jaurès à ses enfants.

Lors de notre journée de février 2012, consacrée à la Palestine et à Israël, il nous avait proposé, pour la méditation d'ouverture, la parabole du Bon Samaritain, invitant l'assemblée à encourager ceux qui «sont prêts à changer radicalement de perspective, à laisser de côté le

Edito



Retours:
J.-F. Martin
Saules 9
1800 Vevey

P.P.
1450 Ste-Croix

passé douloureux qui obstrue la voie vers la paix, qui cherchent la réconciliation».

Ce même texte a été lu au temple de Chêne-Bougeries, le 20 mai dernier, devant une nombreuse assistance. Puis la Bible et le dictionnaire, déposés sur son cercueil, ont accompagné Georges Nydegger à sa dernière demeure.

Merci Georges pour ton riche parcours, pour ton travail au service de la FRSC, pour tes articles, pour les discussions parfois acharnées, pour tes coups de coeur, et tes coups de gueule contre les injustices !

J.-F. Martin

Portrait

André Biéler: l'éthique protestante en marche

Le professeur André Biéler (1914-2006) a durablement marqué les chrétiens de gauche romands. Il est notamment le fondateur de la Déclaration de Berne. Nous avons eu l'occasion de le rencontrer plusieurs fois lors des rencontres des socialistes chrétiens à Yverdon.

En 1964 André Biéler publia chez Labor et Fides à Genève un petit ouvrage: Calvin, prophète de l'ère industrielle. Un demi-siècle plus tard, il s'avère toujours d'actualité puisqu'un journaliste mexicain au Palais des Nations, Luis Vazquez Buenfil, en publie une traduction espagnole chez un éditeur bien présent à travers l'Amérique latine ¹. Il a demandé à Edouard Dommen, membre de notre comité, d'en faire une postface; en voici l'original français.

A André Biéler revient le mérite d'avoir mis au jour la pensée économique et sociale de Calvin. Elle était, et est encore, profondément enfouie mais bien vivante dans le subconscient d'une éthique protestante particulière - la calvinienne, non pas celle que décrit Max Weber: «Que je dise clairement que nous n'étudions pas les avis personnels de Calvin, mais le calvinisme tel qu'il avait évolué dès la fin du XVI^e et au XVII^e siècles», écrivit-il ². Rappelons d'emblée que «calvinien» se rapporte à la pensée de Jean Calvin lui-même tandis que «calviniste» renvoie à la tradition des Églises réformées. L'ouvrage que vous tenez entre vos mains porte le sous-titre «Fondement et méthode de l'éthique calvinienne de la société». Nous allons voir que chaque mot y pèse de tout son poids. Comme Calvin, André Biéler ne s'encombre jamais de mots superflus; cela fait aussi partie de l'éthique protestante.

Cette éthique se fonde dans la loi, et selon Calvin la loi sert de référence de trois façons.

D'abord, elle est un miroir dans lequel nous contemplons notre faiblesse et l'iniquité qui en procède, comme nous apercevons en un miroir les taches de notre visage. Le second office de la loi est que ceux qui ne se soucient de bien faire que par crainte de punition soient retirés de leur méchanceté, autrement ils accompliraient leurs mauvaises cupidités en licence débordée. Le troisième usage de la loi est le principal. Car combien ils aient la loi écrite en leur cœur du doigt de Dieu: c'est-à-dire combien qu'ils aient cette affection par la conduite du saint-Esprit, qu'ils désirent d'obtempérer à Dieu, la loi leur profite car ce leur est un très bon instrument pour leur faire plus certainement et de jour en jour entendre quelle est la volonté de Dieu, à laquelle ils aspirent ³. Voilà les trois offices de la loi: pédagogue, politique et aiguillon. L'office politique, sans valeur spirituelle, est le fruit de la contrainte sociale exercée par la coutume et la loi de l'État; il est indispensable au bon fonctionnement de la vie en société,

mais elle se situe toujours à un niveau inférieur aux exigences de la morale spirituelle commandée par la foi ⁴. Celui qui dit qu'il respecte la loi ne mérite aucun respect puisque la loi est moins exigeante que la foi quand elle n'est pas en contradiction avec elle. André Biéler rappelle qu'en dressant la loi politique, les législateurs doivent toujours regarder ce qui se peut faire ⁵.

Après le fondement, passons à la méthode. Une loi gravée dans la pierre est un oreiller de paresse. Il faut constamment la rapporter aux réalités de la situation précise. «La substance de la loi est permanente; mais nous ne sommes d'aucune façon liés à sa lettre. Nous inspirant de son esprit, nous avons toute liberté pour en adapter les applications éthiques aux circonstances, selon les lieux et les moments de l'histoire.»⁶ Liberté certes, mais dont on ne peut se dérober. Il nous revient sans arrêt de choisir la bonne voie à la lumière de la Loi immuable tout en tenant compte de toutes les nuan-

Prochaine journée des Chrétien·s de gauche romands

**Le comité romand a choisi la date du samedi 30 janvier 2016
pour notre prochaine journée d'étude.**

Le lieu et le sujet seront présentés dans nos prochains numéros.



ces de chaque situation. Pour accorder l'éthique biblique au dynamisme de l'histoire, il faut s'astreindre à une analyse soignée des faits socio-économiques⁷. C'est ardu. Lorsqu'on parle de l'éthique protestante du travail, on parle aussi de ce travail-là.

André Biéler insiste dès l'introduction de son ouvrage qu'avec l'avènement de l'ère industrielle les relations qui étaient interpersonnelles, reliant des individus proches entre eux, se sont étendues à des relations sociales collectives «longues», à des structures qui dépassent les rapports individuels. Calvin était juriste. Fils d'un administrateur et de la fille d'un hôtelier, il était issu de milieux d'affaires. Surtout, il habitait Genève, centre financier, commercial et manufacturier alors comme aujourd'hui. Les gens qu'il croisait lui posaient des questions sur la conduite à tenir dans une économie qui ressemblait déjà à la nôtre⁸. Par ses réponses, il devint prophète de l'ère industrielle naissante.

«Communication» compte parmi les mots favoris de Calvin. Il est riche de sens, qui renvoient entre autres à «converser», «échanger», «communiquer», «communauté» voire «communion». «Si Dieu nous eût voulu tenir chacun à part, eh bien, nous n'aurions pas cette nécessité de converser les uns avec les autres; mais malgré qu'en aient les hommes, il faut qu'ils communiquent ensemble. Voilà donc où il nous faut revenir, voire et connaître que Dieu nous a voulu faire comme membre d'un corps.»⁹ André Biéler observe que Calvin «a été d'une lucidité prophétique lorsqu'il a rappelé avec force le principe biblique de la solidarité économique des hommes et des nations et de la nécessaire redistribution des richesses en vue d'une vie harmonieuse de la société.»¹⁰ Comme tant de ses contemporains, André Biéler s'est reconnu dans l'esprit du personnalisme d'Emmanuel Mounier (1905-1950). Chaque personne se construit par ses relations avec les autres. Imaginer que les hommes ou les femmes sont des êtres

isolés est simplement irréaliste. Calvin était personnaliste bien avant le personnalisme. «Avec le développement exacerbé de l'individualisme on néglige le souci d'une éthique globale, d'une *éthique sociale*, comme l'avait été l'éthique du christianisme réformé originel.»¹¹

«Il faut le dire (et André Biéler le dit): quelles qu'aient été les erreurs de Karl Marx, ce n'est que depuis que sa pensée a exercé une certaine influence sur notre réflexion que la dimension collective de l'homme et de son éthique a émergé...»¹² La diffusion de la pensée économique et sociale de Calvin grâce à André Biéler se situe à l'époque où la théologie de la libération s'élaborait en Amérique latine. Elle aussi insistait sur la dimension collective de l'éthique, sur les structures de péché¹³. Cela a attiré les foudres de la hiérarchie catholique: selon la fameuse boutade de Dom Helder Câmara, «Quand je donne à manger aux pauvres, ils disent que je suis un saint. Quand je demande pourquoi les pauvres sont pauvres, on dit que je suis un communiste.» Nul n'est besoin cependant d'être communiste pour reconnaître l'importance de structures qui dépassent les individus dans le fonctionnement de la société.

Les bonnes familles bourgeoises de la Suisse romande détiennent couramment des actions Nestlé, société dont le siège se trouve à Vevey. La famille Biéler ne fait pas exception. Dans les années 1970, Nestlé fut l'objet de vigoureuses critiques parce que ses aliments pour bébés pouvaient avoir des effets néfastes si on les préparait avec de l'eau polluée comme on en trouvait tant dans le tiers monde.

En tant qu'actionnaire, André Biéler se sentait coresponsable des activités de son entreprise. Étant partie-prenante, il souhaitait que son entreprise se conduise bien; il fallait lui adresser des reproches lorsque sa conduite laissait à désirer. Une telle approche en partenaire fidèle mais critique se distingue de celle d'une organisation dénonciatrice extérieure comme

IBFAN¹⁴. Avec un «groupe œcuménique d'amis», il fonda la Convention d'actionnaires Nestlé (CANES) pour cultiver un dialogue en partenaires sur la responsabilité sociale de leur entreprise. En 2000, l'association s'élargit sous le nom d'Actares pour cultiver le dialogue dans le même esprit avec les autres entreprises suisses cotées en bourse¹⁵.

Les sociétés anonymes font partie des structures de péché¹⁶. D'ailleurs, André Biéler voyait un défi éthique dans l'anonymat. L'impossibilité d'attribuer une faute à un individu nommé est de l'essence des structures de violence, mais l'anonymat est également un moyen commode de se cacher de ses responsabilités personnelles, de se cacher non seulement aux autres mais encore à soi-même. André Biéler a posé le problème, mais il n'a pas eu le temps de l'examiner à fond. C'est un défi qu'il nous laisse.

À l'époque où André Biéler rédigeait l'ouvrage que vous tenez entre les mains, le fossé entre le Nord et le Sud est la grande manifestation de la violence structurelle à l'échelle mondiale. André Biéler est à l'origine de la Déclaration de Berne, une l'ONG suisse qui mène des campagnes d'information et d'action auprès des autorités politiques et de l'économie pour des relations Nord-Sud plus justes. Ses actions se fondent sur des analyses des faits socio-économiques d'une qualité intellectuelle solide¹⁷. Les premiers signataires de la déclaration s'engageaient concrètement à verser jusqu'à 3% de leur revenu à l'aide au développement. C'est la source de l'idée d'un objectif du 1% pour le développement, raboté par l'ONU à 0,7%¹⁸, mais toujours d'actualité comme idéal quoique rarement atteint dans les faits.

«Les croyants oubli(ent) trop facilement la mission prophétique de critique de la société qui leur (est) confiée.»¹⁹ André Biéler ne l'oubliait pas: il ne se cantonna pas à la réflexion et à l'enseignement, il n'hésitait pas à se plonger dans l'action sociale: «L'éthique sociale calvi-

nienne ... obtient une efficacité historique exceptionnelle parce qu'elle commande une action adaptée aux circonstances et sans cesse renouvelée au contact de la réalité.»²⁰

Pendant qu'André Biéler fouillait minutieusement le gisement abondant des œuvres de Calvin afin d'en extraire sa pensée économique et sociale, d'autres ailleurs le découvraient aussi²¹. Au Brésil comme en Corée, des Églises réformées s'étaient formées sous l'impulsion de missionnaires étasuniens. Des fidèles ont eu l'idée de remonter à la source et de lire Calvin eux-mêmes. Ils ont découvert un enseignement social rigoureux et radical bien différent de ce qu'enseignaient les missionnaires. Ces lecteurs critiques durent affronter d'abord les autorités de leur Église et ensuite de leur État: la Corée tombait à l'époque sous le joug de l'occupation japonaise et le Brésil sous la dictature. Ni l'un ni l'autre n'appréciait le message de responsabilité, de liberté et de solidarité que pré-

chait Calvin. Tout comme André Biéler nageait dans le courant de la théologie de la libération, il se retrouvait en compagnie de mouvements de réveil populaire dans des pays opprimés. On peut se réjouir qu'il ne fut pas seul dans son application de la méthode calvinienne et ses découvertes.

E. Dommen

¹ *Calvino, Profeta de la era industrial*, Mexico, Casa Unida de Publicaciones CUPSA

² Weber, Max, *The Protestant Ethic and the Spirit of Capitalism*, chap. 4 note 7.

³ Calvin, d'après *l'Institution de la religion chrétienne*, 2.7.7,10,12.

⁴ voir p. 26 de l'édition 1964 de *Calvin, prophète de l'ère industrielle*

⁵ voir p. 30

⁶ voir pp. 27-28

⁷ cf. le titre des chapitres II et III

⁸ voir par exemple Edouard Dommen et Marc Faessler, «Calvin et le prêt à intérêt» in Paul H. Dembinski, *Pratiques financières, regards chrétiens*, Paris, Desclée de Brouwer, 2009

⁹ Calvin, Sermon 53 sur 1 Timothée 6. 17-19

¹⁰ Biéler, André, *La pensée éco-*

nomique et sociale de Calvin, Genève, Georg, (1959), réédition sous la direction d'Edouard Dommen, 2008, pp. 344-345

¹¹ Biéler, André, *La force cachée des protestants*, Genève, Labor et Fides et Le Mont-sur-Lausanne, Ouverture, 1995, p. 155. Les italiques sont dans l'original de la phrase citée.

¹² voir p. 10

¹³ D'autres dans le contexte plus laïc des Nations Unies les ont par la suite appelées «structures de violence» afin de rendre l'idée abordable au-delà de la seule théologie catholique.

¹⁴ International Baby Food Action Network, www.ibfan.org

¹⁵ www.actares.ch

¹⁶ Welby, Justin, *Can companies sin ?*, Grove Books, 1992. L'auteur est actuellement archevêque de Cantorbéry.

¹⁷ voir le chap. 3 et l'appendice de cet ouvrage.

¹⁸ Résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, 1970.

¹⁹ Biéler, *La force cachée des protestants*, p. 155

²⁰ voir pp. 12-13

²¹ Edward Dommen & James Bratt, *John Calvin Rediscovered*, Louisville et Londres, Westminster John Knox Press, 2007. Voir surtout les chapitres 7 et 8.

Crise du Moyen Orient

Pourquoi cette haine ? Comment y réagissons-nous ?

Ce début de 2015 a été marqué par la violence djihadiste. Le massacre de Charlie Hebdo, à Paris le 7 janvier, n'a été qu'un écho des massacres perpétrés depuis plus d'une année par l'«Etat islamique» (Daesh) en Syrie et en Irak, par Boko Haram au Nigeria, par d'autres groupes islamistes en Libye, au Mali, au Kenya, etc. Les pays européens ont été choqués par le nombre de leurs ressortissants (musulmans ou pas) qui ont rejoint le djihad. D'où vient cette incroyable violence, cette cruauté (puisqu'il y a eu des femmes et des enfants ont été décapités, des chrétiens ont été crucifiés), cette insensibilité à la condamnation des Etats de la planète ? Les musulmans sont-ils totalement différents de nous ? Ont-ils des valeurs incompatibles avec les nôtres ? Ne seront-ils jamais capables

d'adopter des régimes démocratiques ?

Voilà des questions que beaucoup de chrétiens (et pas forcément de droite) sont en droit de se poser. Essayons de voir d'où vient cette haine, et quelles réponses nous (individus ou Etats) pouvons y apporter. D'où vient cette haine, notamment contre les chrétiens, qui sont pratiquement tous obligés de fuir certaines régions où ils vivaient en paix jusqu'à tout récemment ?

D'où vient cette haine ?

Peut-être faut-il d'abord rappeler qu'il y eut un temps où la haine des infidèles se trouvait plutôt du côté chrétien. Quand on étudie un peu l'histoire des croisades (contre les musulmans ou contre les Albigeois), de l'inquisition (du XV^e au XVII^e siècle), des guerres de religion,

on est horrifié des pratiques qui furent tolérées, sinon encouragées, par l'Église.

Ensuite, il y a eu la politique occidentale depuis le Traité de Versailles (1919), le démantèlement de l'Empire ottoman et la création de l'Etat d'Israël (1948). Nous avons de la peine à imaginer le traumatisme que cela a signifié pour tous les Arabes, traumatisme accentué par le soutien américain à la politique de l'Etat d'Israël, qui recolonise les territoires qui avaient été reconnus comme palestiniens, qui a construit un mur qui coupe les populations de leur lieu de travail, qui est responsable de massacres de camps palestiniens, des bombardements de la population civile à Gaza. Certes les Arabes ont aussi commis des attentats, mais ils peuvent bien

dire, comme des enfants dans la cour de récréation: c'est eux qui ont commencé !

Il est vrai que ces arguments sont utilisés pour justifier l'injustifiable (attentats, bombes humaines) mais il faut les avoir présents à l'esprit.

Ensuite, et il faut aussi le dire, il y a le fait que de nombreux gouvernements arabes ont été achetés par l'Occident, Etats-Unis en tête. L'enjeu était d'abord le pétrole, ensuite la stabilité dans la région. Cette politique a permis à de nombreux dictateurs, y compris Bachar El-Assad, de rester au pouvoir. On voit aujourd'hui l'étendue de sa faillite.

Mais il faut encore ajouter à cette liste des causes de la haine une lecture fondamentaliste et sélective de certains versets du Coran. Les djihadistes ont su utiliser le fanatisme islamique de beaucoup, en occultant du Coran les versets de tolérance et de pardon, pour ne garder que les condamnations des mécréants et les promesses de paradis pour les combattants de l'islam.

Comment réagissons-nous ?

Mais comment l'Occident chrétien (ou laïc) réagit-il à ce déferlement de haine ?

Il y a eu la réponse américaine au 11 septembre 2001, qui a été la guerre en Afghanistan, puis en Irak (même si Saddam Hussein, grand criminel par ailleurs, n'était pour rien dans les attentats d'Al-Qaïda), l'assassinat d'Oussama Ben Laden, l'indulgence face aux crimes israéliens à Gaza.

Il y a eu la manifestation à Paris, le 11 janvier 2015, où des millions de personnes ont

marché derrière Hollande, Netanyahu et d'autres chefs de gouvernements, pour affirmer que le droit à la liberté d'expression était sacré. C'est vrai, mais oublie-t-on qu'il existe aussi un droit au respect ? Et comment s'attendre à ce que la liberté d'expression soit sacrée pour des personnes venant de pays où elle n'existe pas et où la pire injure qu'on puisse proférer à quelqu'un est une injure religieuse ?

Il y a eu la réaction «policière», préconisée par Manuel Valls, d'interdire à certaines personnes les déplacements vers le Moyen-Orient, voire de les incarcérer pour éviter qu'ils ne rejoignent le djihad.

Il y a aussi la réaction, de tendance marxiste, qui consiste à dire: il y a une lutte contre le capitalisme qui rend nécessaire la violence, et qui témoigne d'une certaine indulgence à l'égard du djihad et néglige la composante religieuse.

Il y a la réaction inspirée par l'extrême-droite religieuse: puisque les islamistes sont si méchants, interdisons les minarets, refusons les réfugiés qui viennent de ces pays, de peur qu'il se trouve des djihadistes parmi eux. Aux Etats-Unis, des pasteurs fondamentalistes ont organisé des autodafés de Corans. En Europe, des néo-nazis ont incendié des foyers de réfugiés.

Il y a enfin une réaction inspirée par une compréhension simpliste du commandement d'amour. Nous devons aimer nos ennemis et pardonner à ceux qui nous frappent.

Promouvoir le respect

On l'aura deviné, la position que je préconise, en tant que

chrétien de gauche, tient un peu de toutes ces différentes réactions, mais s'en distancie aussi.

Certes il faut reconnaître la responsabilité de l'Occident et en particulier des chrétiens et des juifs (et ne pas avoir peur d'être traités d'antisémites) dans ce déferlement de haine.

Certes il faut affirmer le droit à la liberté d'expression, mais en même temps se battre pour le droit au respect. Mais ce respect ne doit pas signifier impunité pour les crimes.

Peut-être faut-il, dans certaines situations, utiliser la force militaire ou la contrainte policière, mais il faut se rappeler que cette utilisation risque de déchaîner encore plus de violence. Sauf dans certains cas extrêmes, la violence est toujours ressentie comme une provocation.

Mais, surtout, il faut accepter d'engager un dialogue honnête avec les musulmans et encourager une écoute mutuelle, une étude en commun de nos textes sacrés (Bible et Coran) sans s'interdire d'exprimer des désaccords, mais en respectant l'interlocuteur. Il faut savoir qu'il y a aujourd'hui un grand nombre de musulmans très croyants qui refusent une position intégriste, qu'il y a dans l'islam, depuis bien avant la Réforme, une tendance mystique, le soufisme, qui n'a rien à envier au christianisme.

Pour cela, il faut d'abord connaître les musulmans, et échanger plus que des saluts polis à ses voisins de palier, à des camarades ou à des collègues de bureau.

François de Vargas

Etes-vous Charlie ?

Avez-vous lu ce journal une fois dans votre vie ? Non ? Il a fallu cette folie meurtrière pour qu'on en parle. Ces pages étaient «bêtes et méchantes» du temps de Hara Kiri. Elles étaient intitulées «irresponsables» par les auteurs de Charlie Hebdo eux-mêmes. Que ces

dessins et articles qualifiés d'irresponsables par leurs auteurs eux-mêmes deviennent le drapeau de la liberté d'expression confirme que ce monde ne peut guère aller plus mal.

Qui s'intéressait encore à ce journal en faillite ? Il ne faisait plus rire beaucoup de monde.

L'abomination du 7 janvier a suscité une mobilisation presque universelle. La peur qu'il fallait exorciser a poussé des millions de personnes dans la rue. Nous devons nous serrer les coudes et affirmer courage et détermination. La liberté d'expression conduit

chaque année des dizaines de journalistes, d'hommes et de femmes en prison et même à la mort. Elle justifiait que Charlie Hebdo soit publié à nouveau et qu'il ne se prive pas d'oser le blasphème.

Il y a pourtant un mais. Ceux qui tiennent tant à pouvoir dire tout ce qui leur passe par la tête et rire de tout ne devraient-ils pas avoir un minimum de respect pour ceux qui pensent autrement ? Une foi solide en Dieu ou en Allah les fait pouffer de rire. Cette foi a pourtant inspiré l'amour du prochain et des actes de solidarité merveilleux. En ce XXI^e siècle, une part très importante de l'humanité (certainement une majorité) se tient en marge des églises, des temples et des mosquées. Que des rigolos se plaisent à rire des religions qu'ils associent au Moyen Âge ou des exactions commises en leur nom, on peut le comprendre et les laisser s'exprimer. Mais, une fois encore, il convient de choisir comment. La liberté d'expression est tellement importante dans une société démocratique qu'elle ne doit subir aucune restriction si ce n'est celle due au respect de ceux qui pensent différemment. C'est pour soutenir cette valeur fondamentale que des millions de personnes, chefs d'États en tête, ont marché dans les grandes villes du monde. Rappelons que toutes les libertés s'accompagnent d'une importante responsabilité.

Ceci dit, prenons un peu de recul.

A-t-on évoqué un seul instant ce qui engendre le djihadisme ? Voilà plus de 50 ans que Tsahal fait subir au peuple palestinien une vie d'esclavage, d'exactions, d'injustices et d'humiliations quotidiennes. Des maisons sont détruites, des champs d'oliviers saccagés, des villes entières construites contre la volonté cent fois exprimée par toute la communauté internationale et même par les États-Unis.

Notre génération a vibré à la création de l'État d'Israël. Il permettait enfin, aux juifs du monde, d'avoir une patrie. Nous nous sommes réjouis

infiniment de la création des kibboutz et de leur remarquable organisation démocratique, de leur capacité à faire reflourir le désert... Nous n'avons jamais été informés du fait que ce désert était déjà en fleurs avant 1948, ni des souffrances du peuple palestinien qui voyait ses villages démolis un à un parce que Tsahal affirmait la présence d'un terroriste. Notre culture judéo-chrétienne nous a caché la réalité de ce malheur infini vécu par trois générations. Il faut bien préciser que ce ne sont pas les juifs qui sont responsables de cette guerre d'usure sans fin, mais bien les sionistes du gouvernement qui contrôlent, depuis plus de quatre décennies, tout le territoire palestinien contre l'avis de l'ensemble des gouvernements du monde sauf celui des USA. Et ce dernier annule, par son droit de veto, tous les votes de l'Assemblée des Nations Unies sur ce sujet.

A-t-on également pris conscience de la responsabilité des USA dans la montée du djihadisme ? On sait que la plupart des combattants de la première heure ont été formés par des experts de l'armée américaine. Voilà également trente ans que les USA conduisent des guerres dans cette région du monde si riche en pétrole. Ils chassent les dictateurs dès que ces derniers ne collaborent plus avec la CIA. Ils installent des gouvernements qui défendent leurs intérêts et prétendent instaurer la démocratie occidentale. Or, dès que ces peuples se lèvent et instituent des démocraties, la plupart du temps en commençant par nationaliser les puits de pétrole, ils suscitent la chute de ces gouvernements.

Je n'ai pas une âme de comptable, mais les guerres de ces 30 dernières années ont certainement causé beaucoup plus de morts et de souffrances que les croisades «chrétiennes» de triste mémoire. Après tout cela, comment pouvons-nous éviter que des hommes prennent les armes pour combattre l'Occident et qu'ils viennent le combattre ici ? Hélas, les journalistes n'ont presque pas évoqué cette question. Les

horribles événements de Paris suivent ceux de New-York, Madrid et Londres. Ils sont de la même veine. Ils font partie de la même guerre. Les terroristes sont dans les deux camps. C'est hélas toujours des milliers d'innocents qui meurent brutalement ou à petit feu dans une misère que l'on a de la peine à imaginer.

Ceci étant dit, comment pourrait-on avoir la moindre sympathie pour des groupes qui organisent des crimes aussi odieux que ceux perpétrés dans les capitales occidentales où ils veulent exporter les guerres qu'ils subissent chez eux, ou encore pour des fouls qui organisent leur nouveau califat avec des règles du Moyen Âge et des pratiques sanguinaires amplifiées grâce aux moyens médiatiques du XXI^e siècle. Ajoutons que le Hamas n'a pas encore retiré de sa charte l'objectif de détruire Israël ou que l'Arabie Saoudite punit de mille coups de fouet les blogueurs qui ne soutiennent pas le roi, que les femmes n'ont pas le droit de conduire, etc.

Seule la liberté d'expression a été évoquée après l'horrible tuerie de Paris. Mais les causes fondamentales qui ont fait naître Al-Qaïda et Daesh ont été occultées. Les intérêts des fabricants d'armes (propriétaires de presque tous les journaux de France) et des grandes sociétés pétrolières ne devaient pas apparaître dans cette sordide affaire.

Réjouissons-nous au moins de l'élan donné au débat sur la reconnaissance mutuelle des diverses religions et cultures, sur la nécessité d'une laïcité ouverte, sur la reconnaissance adressée à tous ceux qui se battent pour que soit respectée la liberté d'expression, sur l'affirmation bienvenue qu'il n'y a pas de Dieu vengeur, alors que tant de textes du Coran et de la Bible peuvent être lus de la manière la plus dangereuse. A tous ceux qui affirment «Je suis Charlie», rappelons enfin la responsabilité de l'Occident dans cette montée du terrorisme.

Pierre Aguet

Line Rennwald: Partis socialistes et classe ouvrière

Ed. Alphil, Presses universitaires suisses

Bonnes lectures

Le livre que Line Rennwald vient de publier aux Éditions Alphil a un sous-titre particulièrement évocateur: «Ruptures et continuités du lien électoral en Suisse, en Autriche, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France». En 300 pages, l'auteure explique l'évolution de la relation entre ouvriers et partis socialistes. La question de sa recherche est simple: comment a évolué le soutien électoral des ouvriers pour les partis socialistes entre les années 1970 et les années 2000 en Europe occidentale ? La réponse est à la fois claire et inquiétante: l'alignement entre ouvriers et partis socialistes a été stable en Autriche et en Grande-Bretagne. Il est sur le déclin en Allemagne et en France. Enfin, il est en fort déclin en Suisse.

Limitons-nous au cas de la Suisse. Le constat de Line Rennwald est limpide: «Non seulement le parti socialiste a dû faire face en Suisse, comme dans les autres pays, à une diminution de son électorat traditionnel des ouvriers de production, mais en plus il est confronté à l'exclusion des droits politiques d'une partie non négligeable de la classe ouvrière». En d'autres termes, les ouvriers sont principalement des étrangers qui n'ont pas le droit de vote.

«Cette situation inédite, poursuit l'auteure, incite le parti socialiste suisse à se tourner encore davantage vers un électorat des classes moyennes que dans les autres pays. A cela s'ajoute la forte abstention de la classe ouvrière en Suisse. La classe ouvrière constitue donc un segment électoral plus petit et moins attractif en termes de voix en Suisse.»

Line Rennwald enfonce le clou: «On peut légitimement se poser la question de savoir si un parti socialiste, en Suisse ou ailleurs, peut se permettre d'ignorer une telle part de l'électorat. Ne s'agit-il pas de la remise en cause d'une des fonctions sociétales des partis

de gauche, à savoir l'intégration de milieux modestes dans le système démocratique ?»

Alors qu'en 1975, les ouvriers de production étaient la classe qui soutenait le plus le parti socialiste, cette position est occupée en 2007 par les spécialistes socioculturels. Ils sont désormais, avec les spécialistes techniques, les seuls à voter plus que la moyenne pour le parti socialiste. La sur-représentation du parti socialiste dans cette catégorie de la classe moyenne salariée n'est pas nouvelle mais elle a encore progressé avec le temps. Une transformation importante est donc à l'oeuvre pour la Suisse d'un parti à dominance ouvrière dans les années 1970 à un parti de la classe moyenne salariée dans les années 2000.

Line Rennwald observe en Suisse une tendance à une polarisation croissante. Durant les années 1990, le parti socialiste se déplace davantage à gauche sur les questions économiques. Le principal parti de droite, le parti radical, se tourne quant à lui davantage vers la droite. C'est aussi un mouvement vers la droite, et même vers l'extrême droite, qui caractérise l'UDC. Contrairement à d'autres pays, le parti socialiste suisse n'a donc pas convergé vers son principal adversaire de droite, le parti radical, sur ses positions économiques. La position clairement à gauche qu'il occupe sur les questions économiques peut être expliquée par le fait que le parti socialiste n'a pas directement soutenu un programme de «troisième voie» qui était à la mode au sein de la famille des partis socialistes en Europe. Néanmoins, les débats entre l'aile syndicale et l'aile sociale-libérale ont été importants dans les années 1990 et 2000.

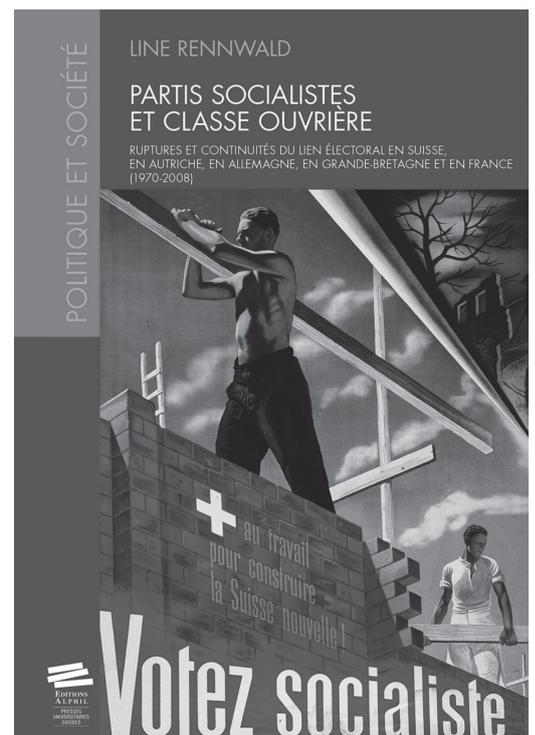
Une précision personnelle s'impose: à quelques rares exceptions, les élus socialistes représentent l'aile droite du parti. Les militants manquant souvent de courage, ils n'osent pas remettre en cause les positions

prises par leurs conseillers fédéraux ou leurs conseillers d'Etat. Exemples marquants: la politique antisociale du canton de Neuchâtel (où trois socialistes sur cinq membres siègent au Conseil d'Etat) et le «Paquet Berset» qui est totalement contraire au programme du parti socialiste suisse et à sa volonté de soutenir les assurances sociales.

En résumé, le livre de Line Rennwald est une excellente étude sur le positionnement des partis socialistes en Suisse et en Europe. Doivent-ils davantage se préoccuper des problèmes sociaux ou doivent-ils au contraire mettre l'accent sur les problèmes sociétaux ? Comment faire pour conquérir une catégorie d'électeurs sans risquer d'en perdre une autre ? Vastes questions auxquelles devront répondre les dirigeants et les militants socialistes.

Pour notre part, une seule question: comment se fait-il que plus du tiers des ouvriers votent pour l'UDC, le parti le plus anti-ouvrier de Suisse ? Peut-être un nouveau livre répondra-t-il à cette angoissante question !

Rémy Cosandey



Une initiative à signer

Multinationales responsables

Lancée en avril dernier par une large coalition d'organisations* et de personnalités, emmenée par la Déclaration de Berne, cette initiative demande des règles contraignantes pour que les entreprises respectent les droits humains et l'environnement, aussi dans leurs activités à l'étranger.

Son texte prévoit l'introduction dans la loi d'un devoir de diligence des entreprises. Celui-ci obligerait les sociétés à vérifier si leurs activités à l'étranger conduisent à des violations des droits humains ou des standards environnementaux, à prendre des mesures pour y remédier et à rendre des comptes. Si elles enfreignent leur devoir de diligence, elles pourront être amenées à répondre de leurs manquements devant les tribunaux suisses (responsabilité civile). Les coûts financiers et les dégâts d'image qui pourraient en résulter suffiront à convaincre la plupart des entreprises de prendre les mesures adéquates et d'assumer leur responsabilité pour l'ensemble de leurs activités.

Le comité d'initiative reconnaît qu'une grande partie des entreprises suisses s'efforcent déjà d'opérer de manière responsable à l'étranger. Mais de nombreuses firmes n'assument pas leur responsabilité et, selon une étude récente de l'université de Maastricht, la Suisse figure dans le top 10 des pays dont les multinationales commettent le plus d'abus dans le monde !

Le comité des Chrétiens de gauche romands recommande de signer cette initiative.

Renseignements: www.ladb.ch - Déclaration de Berne, av. Ch.-Dickens 4, 1006 Lausanne.

* Organisations associées: Amnesty International, Greenpeace, Action de Carême, Pain pour le Prochain, Solidarité sans Frontières, UNIA, Ethos, Actares, ...

A nos lecteurs

Ce numéro vous parvient avec un bulletin de versement qui vous permettra de renouveler votre cotisation aux Chrétiens de gauche romands (fr. 40.- par année, abonnement compris) ou l'abonnement seul (fr. 20.-).

Il n'est pas nécessaire de vous rappeler que nous avons besoin de votre soutien, notre journal ne bénéficiant d'aucune subvention ou faveur postale. Merci de faire de la publicité autour de vous. Le rédacteur tient à disposition des exemplaires du journal à distribuer à d'éventuels lecteurs. Nous savons que les chrétiens engagés sont nombreux dans les partis de gauche et les syndicats et que beaucoup de paroissiens ont le cœur du même côté que nous...

Le comité romand

A adresser à M. J.-F. Martin, Saules 9, 1800 Vevey (ou redaction@frsc.ch)

- Je souhaite m'abonner à L'Espoir du Monde (1 an/4 numéros: fr. 20.-) et je verse la somme de fr. 20.- au CCP 10-16048-6, Les Chrétiens de gauche romands, Lausanne.
- Je souhaite devenir membre des Chrétiens de gauche romands et je verse la somme de fr. 40.- (abonnement compris) au CCP 10-16048-6, Les Chrétiens de gauche romands, Lausanne.
- Je souhaite davantage d'informations et vous prie de me contacter.
- Je souhaite recevoir quelques exemplaires de L'Espoir du Monde pour les distribuer autour de moi.

Remarques:

Nom, prénom:

Adresse:

Tél.:

Courriel:

Date et signature:

Sommaire du n° 159

- 1 Hommage à Georges Nydegger. Le dictionnaire et la Bible (J.-F. Martin)
- 2 André Biéler: l'éthique protestante en marche (E. Dommen)
- 4 Crise du Moyen Orient. Pourquoi cette haine ? Comment y réagissons-nous ? (F. de Vargas)
- 5 Etes-vous Charlie ? (P. Aguet)
- 7 Line Rennwald: Partis socialistes et classe ouvrière (R. Cosandey)
- 8 Une initiative à signer: Multinationales responsables

L'Espoir du Monde

ISSN 0014-0732

anciens titres:

«Voies Nouvelles» 1918-1947

«Le Socialiste-Chrétien» 1947-67

Editeur:

Les Chrétiens de gauche romands (anciennement: Fédération romande des socialistes chrétiens)

www.frsc.ch

info@frsc.ch

Président: Vincent Léchaire, Verdonnet 20, 1010 Lausanne vincent.lechaire@gmail.com

Rédacteur: Jean-François Martin, Saules 9, 1800 Vevey, redaction@frsc.ch

Administration: Roger Saugy, Fontadel 37, c.p. 349, 1008 Prilly r.saugy@bluewin.ch

Imprimerie:

Journal de Sainte-Croix et environs, 1450 Sainte-Croix

Abonnements:

Fr. 20.- (1 an / 4 numéros)

Fr. 40.- (y c. cotisation aux CGR)

CCP 10-16048-6, Les Chrétiens de gauche romands, Lausanne

